

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

### LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME**ABONNEMENTS**

Togo, France & Union Fée	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.100 fr.	650 fr.
Avion :	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.400 fr.	800 fr.
Avion :	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 60 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Union Fée : 75 fr. Etranger : Port en sus.	

**ABONNEMENTS ET ANNONCES**

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

**ANNONCES ET AVIS DIVERS**

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée, moitié prix ; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

**SOMMAIRE****ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO****DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES****PREMIER MINISTÈRE****1957**

1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-4 rendant exécutoire la délibération n° 36/ATT. du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo a accordé l'aval du Territoire à une demande d'emprunt sollicité par la Commune-Mixte d'Atakpamé auprès de la Caisse Centrale de la FOM.	122
1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-5 portant approbation du budget primitif de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo pour l'Exercice 1957.	123
1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-6 portant approbation de modifications au budget de la circonscription d'Atakpamé, Exercice 1956.	126
1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-7 portant approbation de modifications au budget de la circonscription de Kandé, Exercice 1956.	126
1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-8 portant approbation de modifications au budget de la circonscription de Dapango, Exercice 1956.	126
1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-9 portant approbation de modifications au budget de la circonscription de Lama-Kara, Exercice 1956.	127

1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-10 portant approbation de modifications au budget de la circonscription de Klouto, Exercice 1956.	127
1 <sup>er</sup> février	— Décret n° 57-11 portant modification au recueil des tarifs du Chemin de Fer et du Wharf du Togo.	128
19 janvier	— Arrêté n° 21/PM. portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire, en vigueur à la Régie des chemins de fer de l'AOF, aux agents non fonctionnaires du chemin de fer du Togo.	130
19 janvier	— Arrêté n° 22/PM. fixant le montant et les modalités d'attribution des indemnités susceptibles d'être allouées aux propriétaires de cocotiers abattus lors de la construction de la ligne téléphonique Lomé-Anécho-Frontière du Dahomé.	131
29 janvier	— Arrêté n° 25/PM. fixant les conditions particulières d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.	131
31 janvier	— Arrêté n° 29/PM. fixant les conditions d'application du décret n° 55-639 du 20 mai 1955 réglementant la vente à crédit des véhicules automobiles dans les Territoires d'outre-mer.	132
Arrêtés et décisions	portant nomination, passage à l'échelon supérieur, infligeant sanction disciplinaire, exclusion temporaire, détachement, admission à la retraite, approuvant et rendant exécutoire des rôles.	133

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

1957

- 29 janvier — Arrêté n° 6/PM/INT. abrogeant le paragraphe 1 de l'article 2 des arrêtés n° 997/APA. du 23 décembre 1948, n° 80-53/AP. du 12 février 1953 et n° 470-54/AP. du 29 mai 1954. . . . . 136

- Arrêtés et décisions plaçant des mineurs délinquants au centre de rééducation, portant reconnaissance de la désignation du chef du canton de Koumondè, nomination des assessors près les tribunaux coutumiers du cercle de Klouto, acceptation de décision et engagement, prononçant l'interruption de l'internement dans l'hôpital psychiatrique de Zébé et interdiction de séjour. . . . . 137

## MINISTÈRE DES FINANCES

1957

- 23 janvier — Arrêté n° 7/MF. modifiant le tableau joint à l'arrêté n° 114/TP. du 7 février 1956 classant les logements administratifs du cercle d'Anécho. . . . . 137
- 23 janvier — Décision n° 6/MF/F. mettant provisoirement à la charge du budget général du Togo les dépenses de l'entretien de l'aérodrome de Lomé. . . . . 139

## MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

- Arrêtés et décisions portant engagements, reprise de service, prolongation de service, acceptation de démission, accordant aide scolaire, réadmission et exclusion définitive d'élèves boursiers à l'école normale d'Atakpamé. . . . . 139

## ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1956

- 30 décembre — Décret n° 56-1435 portant modification du décret n° 54-572 du 29 mai 1954 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'outre-mer et du Secrétariat d'Etat à la présidence du Conseil, chargé des relations avec les Etats associés (Arrêté de promulgation n° 8-57/C. du 28 janvier 1957). . . . . 140
- 30 décembre — Décret n° 56-1436 portant modification du décret n° 54-572 du 29 mai 1954 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'outre-mer et du Secrétariat d'Etat à la présidence du

Conseil, chargé des relations avec les Etats associés (Arrêté de promulgation n° 8-57/C. du 28 janvier 1957). . . . . 141

Arrêtés portant majoration d'ancienneté, inscription au tableau d'avancement, franchissement d'échelon et accordant disponibilité. . . . . 141

## ACTES DU HAUT COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

## ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Arrêté et décisions rapportant une précédente décision portant nomination, portant affectation et accordant le bénéfice de la libération conditionnelle. . . . . 147

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

- Domaines . . . . . 143
- Vente par expropriation. . . . . 145
- Office des Changes (Rectificatif) . . . . . 146
- Avis de perte. . . . . 146

## ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTÈRE

*DECRET N° 57-4 du 1<sup>er</sup> février 1957 rendant exécutoire la délibération n° 36/ATT du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo a accordé l'aval du Territoire à une demande d'emprunt sollicité par la Commune-Mixte d'Atakpamé auprès de la Caisse Centrale de la FOM.*

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo, notamment en ses articles 33, 34 et 35.

Vu la délibération n° 36/ATT. du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo a accordé l'aval du Territoire à une demande d'emprunt sollicité par la Commune-Mixte d'Atakpamé auprès de la Caisse Centrale de la France d'outre-mer;

Vu la loi togolaise n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoires, par décret pris en Conseil

des Ministres, certaines délibérations de l'ancienne Assemblée Territoriale du Togo;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire la délibération n° 36/ATT du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo accorde l'aval du Territoire à une demande d'emprunt de Vingt deux millions sept cent cinquante mille (22.750.000) francs, présentée par la Commune-Mixte d'Atakpamé auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

**ART. 2.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

*Le Ministre des Finances,*

G. APÉDO-AMAH.

*DELIBERATION N° 36/ATT du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo accorde l'aval du Territoire à une demande d'emprunt de la Circonscription d'Atakpamé.*

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation d'assemblées de groupe et des Assemblées locales;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le procès-verbal de la session de la Commission Municipale d'Atakpamé en date du 13 mai 1956;

A adopté dans sa séance du 24 mai 1956 les dispositions dont la teneur suit :

Le conseil des ministres entendu,

**ARTICLE UNIQUE.** — L'aval du Territoire est accordé à l'emprunt de Vingt deux millions sept cent cinquante mille francs (22.750.000) CFA. sollicité par la Commune-Mixte d'Atakpamé auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, pour l'électrification de la Ville d'Atakpamé, l'installation de branchements

d'eau pour les particuliers et la construction d'un campement — hôtel à Atakpamé.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 24 mai 1956.

P. Le Président de l'A.T.T.,

*Le Secrétaire;*

L. LAWSON.

*Le Vice-Président;*

M. AYASSOU.

*DECRET N° 57-5 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant approbation du Budget Primitif de la Chambre de Commerce; d'Agriculture et d'Industrie pour l'exercice 1957.*

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 434-54/AE/PLAN. du 11 mai 1954 portant réorganisation de la Chambre de Commerce et lui annexant une Section agricole et industrielle;

Vu la lettre n° 249 du 31 décembre 1956 de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et le rapport de présentation joint au Budget Primitif 1957;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvé le Budget Primitif de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo pour l'Exercice 1957 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Six millions neuf cent trente mille (6.930.000) francs.

**ART. 2.** — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

*Le Ministre des Finances,*

G. APÉDO-AMAH.

CHAMBRE DE COMMERCE, D'AGRICULTURE  
ET D'INDUSTRIE DU TOGO  
*Budget Primitif 1957.*

RECETTES

Exercice 1957

CHAPITRES	ARTICLES	PARAGRAPHES	NATURE DES RECETTES	PRÉVISIONS BUDGETAIRES	
				Par Paragraphe	Par Article
1	1		RECETTES ORDINAIRES		
		1	Art. 1 — <i>Taxes additionnelles</i>		
		1	Taxe additionnelle sur le tonnage importé . . . . .	4.600.000	4.600.000
		2	Art. 2 — <i>Revenus Chambre de Commerce</i>		
		1	Intérêts sur Titres . . . . .	15.355	
		2	Intérêts sur Comptes en Banques . . . . .	250.000	
		3	Vente de bulletins . . . . .	50.000	
		4	Recettes imprévues . . . . .	14.645	330.000
		3	Art. 3 — <i>Exploitation des Magasins</i>		
		1	Location des travées . . . . .	1.964.000	
		2	Recettes diverses autres . . . . .	36.000	2.000.000
				6.930.000	6.930.000
			<i>Récapitulation</i>	<i>Budget 1957</i>	<i>Budget 1956</i>
			Art. 1 — Taxes additionnelles . . . . .	4.600.000	5.000.000
			Art. 2 — Revenus Chambre de Commerce . . . . .	330.000	350.000
			Art. 3 — Exploitation des Magasins . . . . .	2.000.000	2.000.000
				6.930.000	7.350.000

Arrêté, le présent Budget Primitif en Recettes à la somme de six millions neuf cent trente mille francs.

Lomé, le 27 décembre 1956.

Le Président,  
P. AZEMARD.

Le Trésorier,  
P. HERSON

CHAMBRE DE COMMERCE, D'AGRICULTURE  
ET D'INDUSTRIE DU TOGO

Budget Primitif, 1957

DÉPENSES  
Exercice 1957

CHAPITRES	ARTICLES	PARAGRAPHES	NATURE DES DÉPENSES	PRÉVISIONS BUDGETAIRES	
				Par Paragraphe	Par Article
1	1		DÉPENSES ORDINAIRES		
			Art. 1 — Secrétariat — Personnel		
		1	Secrétaire Général . . . . .	1.300.000	
		2	Commis . . . . .	600.000	
		3	Allocations familiales — Gratifications . . . . .	120.000	
		4	Indemnités de vélos . . . . .	6.000	2.026.000
			à reporter . . . . .	2.026.000	2.026.000

CHAPITRES	ARTICLES	PARAGRAPHES	NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS BUDGETAIRES	
				Par Paragraphe	Par Article
			Report . . . . .	2.026.000	2.026.000
	2		Art. 2 — Retraites		
		1	Retraite Inspecteur des Produits M. Robert Alexandre . . . . .	336.000	336.000
	3		Art. 3 — Secrétariat — Matériel		
		1	Entretien Immeuble-Eau-Eclairage . . . . .	150.000	
		2	Matériel et Mobilier-Achat et entretien . . . . .	150.000	
		3	Fournitures de bureau . . . . .	150.000	
		4	Frais de Poste . . . . .	200.000	
		5	Abonnement journaux et revues-insertions . . . . .	150.000	
		6	Bibliothèque . . . . .	100.000	
		7	Frais divers autres . . . . .	48.000	948.000
	4		Art. 4 — Dépenses diverses et frais généraux		
		1	Soins médicaux . . . . .	20.000	
		2	Missions et voyages . . . . .	150.000	
		3	Subventions diverses . . . . .	300.000	
		4	Subventions Lycée Bonnacarrère (Cours Commerciaux) . . . . .	850.000	
		5	Frais de réception . . . . .	150.000	
		6	Consultations avocat . . . . .	100.000	
		7	Dépenses imprévues . . . . .	50.000	1.620.000
	5		Art. 5 — Exploitation des magasins		
		1	Annuité de remboursement à la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer . . . . .	1.110.000	
		2	Loyer au Fonds Commun des S.I.P. . . . .	90.000	
		3	Assurances . . . . .	180.000	
		4	Frais de gardiennage . . . . .	120.000	
		5	Réparations, entretien, divers . . . . .		
		6	Remboursement supplémentaire éventuel à la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer . . . . .	500.000	2.000.000
				6.930.000	6.930.000
			<i>Récapitulation</i>	<i>Budget 1957</i>	<i>Budget 1956</i>
			Art. 1 — Secrétariat Personnel . . . . .	2.026.000	2.129.000
			Art. 2 — Retraites . . . . .	336.000	336.000
			Art. 3 — Secrétariat Matériel . . . . .	948.000	1.035.000
			Art. 4 — Dépenses diverses et frais généraux . . . . .	1.620.000	1.650.000
			Art. 5 — Exploitation des Magasins . . . . .	2.000.000	2.200.000
				6.930.000	7.350.000

Arrêté le présent Budget Primitif en Dépenses à la somme de Six millions neuf cent trente mille francs.

Lomé, le 27 décembre 1956.

Le Président,  
P. AZEMARD.

Le Trésorier,  
P. HERSON

**DECRET N° 57-6 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant approbation de modifications au Budget de la Circonscription d'Atakpamé, Exercice 1956.**

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 190-56/F. en date du 1<sup>er</sup> mars 1956, portant approbation du budget Primitif de la Circonscription d'Atakpamé, Exercice 1956;

Vu le procès-Verbal de la réunion du Conseil de Circonscription d'Atakpamé en date du 18 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du budget de la Circonscription d'Atakpamé, Exercice 1956.

**CHAPITRE VII**

*Services Sociaux (Matériel)*

Parag. 2 — Dépenses de fonctionnement (Santé). . . . . 150.000

**ART. 2.** — Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitres, articles ci-après du budget de la Circonscription d'Atakpamé, Exercice 1956.

**CHAPITRE VIII**

*Dépenses Diverses*

Article 5 — Dépenses éventuelles. . . 150.000

**ART. 3.** — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> Février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

*Le Ministre des Finances,*

G. APÉDO-AMAH.

**DECRET N° 57-7 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant approbation de modifications au Budget de la Circonscription de Kandé, Exercice 1956.**

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 218-56/F. en date du 8 mars 1956, portant approbation du Budget Primitif de la Circonscription de Kandé, Exercice 1956;

Vu le Procès-Verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Kandé en date du 18 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du budget de la Circonscription de Kandé, Exercice 1956.

**CHAPITRE VII**

*Services Sociaux (Matériel)*

**Art. 1** — Enseignement Primaire et Sports

Parag. 1 — Dépenses de fonctionnement 160.000

**ART. 2.** — Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du budget de la Circonscription de Kandé, Exercice 1956.

**CHAPITRE XI**

*Dépenses d'Équipement.*

**Art. 1** — Ecole à deux classes à Nadoba 160.000

**ART. 3.** — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

*Le Ministre des Finances,*

G. APÉDO-AMAH.

**DECRET N° 57-8 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant approbation de modifications au Budget de la Circonscription de Dapango, Exercice 1956.**

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 219-56/F. en date du 8 mars 1956, portant approbation du Budget Primitif de la Circonscription de Dapango, Exercice 1956;

Vu le Procès-Verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Dapango en date du 28 novembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du Budget de la Circonscription de Dapango, Exercice 1956 :

**CHAPITRE VI**

*Services Sociaux (Personnel)*

**Art. 1.** — Enseignement Primaire et Sports.

Parag. 3. — Personnel journalier. . . . 400.000

ART. 2. — Sont approuvées les ouvertures de crédits supplémentaires aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du Budget de la Circonscription de Dapango, Exercice 1956.

#### CHAPITRE IX

##### Dépenses de Travaux

Art. 1. — Entretien des bâtiments . . .	100.000
Art. 5. — Entretien des routes et ponts . . .	100.000

#### CHAPITRE XI

##### Equipement

Art. 1. — Travaux de construction — (Achèvement des dispensaires de Timbou, Kantindi et Bidjenga) . . . . .	200.000
Total des crédits ouverts . . . . .	400.000

ART. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-9 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant approbation de modifications au Budget de la Circonscription de Lama-Kara; Exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 244-56/F. en date du 15 mars 1956, portant approbation du Budget Primitif de la Circonscription de Lama-Kara, Exercice 1956;

Vu le Procès-Verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Lama-Kara en date du 20 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du Budget de la Circonscription de Lama-Kara, Exercice 1956.

#### CHAPITRE IV

##### Services des Travaux Régionaux (Personnel)

Art. 1. — Dépenses de Personnel	
Parag. 3. — Personnel journalier . . . . .	130.000

#### CHAPITRE VII

##### Services Sociaux (Matériel)

Art. 2. — Santé.

Parag. 1. — Dépenses de fonctionnement, transport ambulances . . . . .	60.000
Total des crédits annulés . . . . .	190.000

ART. 2. — Sont approuvées les ouvertures de crédits supplémentaires aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du Budget de la Circonscription de Lama-Kara, Exercice 1956.

#### CHAPITRE VI

##### Services Sociaux (Personnel)

Art. 2. — Santé.

Parag. 3. Personnel journalier . . . . .	130.000
--	---------

#### CHAPITRE III

##### Services d'Administration Régionale

##### (Matériel)

Art. 5 — Etablissements pénitentiaires . . . . .	60.000
Total des crédits ouverts . . . . .	190.000

ART. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-10 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant approbation de modifications au Budget de la Circonscription de Klouto — Exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 190 bis-56/F. en date du 1<sup>er</sup> mars 1956, portant approbation du budget Primitif de la Circonscription de Klouto, Exercice 1956;

Vu le Procès-Verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Klouto en date du 17 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitres, article et paragraphe ci-après du Budget de la Circonscription de Klouto, Exercice 1956.

#### CHAPITRE VI

##### Services Sociaux (Personnel)

Art. 2. — Santé.

Parag. 3. — Personnel journalier . . . . .	50.000
--	--------

ART. 2. — Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre, article et paragraphe ci-après du Budget de la Circonscription de Klouto, Exercice 1956.

## CHAPITRE VI

*Services sociaux (Personnel)*

Art. 1. — Enseignement Primaire et Sports.

Parag. 3. — Personnel journalier . . . 50.000

Art. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

**DECRET N° 57-11 du 1<sup>er</sup> février 1957 portant modification au Recueil des Tarifs du Chemin de Fer et du Wharf du Togo.**

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre des T.P., des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau Recueil des Tarifs du C.F.T. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 886-51/CFT. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du Wharf de Lomé et tous les textes qui l'ont complété ou modifié.

Vu l'arrêté n° 519/CFT. du 9 juin 1954 portant organisation du Service des Chemins de Fer et du Wharf du Togo;

Vu le rapport en conseil du Réseau en date du 26 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le recueil général des tarifs du Chemin de Fer un tarif spécial voyageurs n° 9 fixant les conditions et prix de location de draine par des particuliers.

ART. 2. — Le tarif spécial marchandises P.V. n° 2 relatif à la taxation des emballages vides est complété par un paragraphe intitulé, « Conditions spéciales d'application pour le transport de bouteilles vides destinées à contenir des liquides de fabrication locale ou importés en containers, expédiés d'une gare quelconque du Réseau et à destination de Lomé ou Agouévé ».

ART. 3. — Le tarif spécial P.V. n° 18 relatif à la location au public des magasins des gares est modifié en ce qui concerne les taux de location du magasin de Lomé, et il est prévu dans ce tarif un taux de location pour le magasin d'Atakpamé actuellement en construction.

ART. 4. — Il est créé dans le recueil des tarifs du Wharf de Lomé, un tarif des opérations accessoires relatif à la location au public d'appareils de manutention et d'appareils de levage.

ART. 5. — Le détail de toutes les modifications et créations visées aux articles 1 à 4 figure en annexe au présent décret.

ART. 6. — Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1<sup>er</sup> février 1957 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1957.

N. GRUNITZKY.

## TARIF SPECIAL VOYAGEURS N° 9

*Location de draines*

Dans certains cas, dont le Directeur du Réseau reste seul juge, des draines peuvent être mises à la disposition des voyageurs.

Prix par draine et par kilomètre . . . 40 fr.

La distance d'application est égale à la somme des parcours aller et retour. Le paiement doit être effectué avant le départ.

*Conditions d'application*

1° — Les demandes doivent parvenir au Directeur au moins quarante huit heures à l'avance. Le Chemin de fer fait connaître l'heure de départ de la draine au demandeur dans les vingt quatre heures.

2° — Les demandes doivent indiquer : le trajet à accomplir, la date du départ, le nombre de voyageurs et éventuellement, la date du retour et les arrêts en cours de route. Elles doivent, en outre, contenir l'engagement de se conformer aux conditions d'application du présent tarif.

3° — Le trajet aller est toujours compté de la gare point d'attache de la draine; le trajet retour est toujours compté jusqu'à ce point d'attache, quels que soient les points d'embarquement ou de débarquement des voyageurs.

4° — Le nombre de voyageurs à admettre dans la draine est limité au nombre de places disponibles; chaque voyageur est autorisé à emporter avec lui, comme bagages à main, un poids maximum de vingt kilogrammes.

5° — Les règles de police en usage dans les trains restent applicables aux draines. Il est interdit d'inciter le conducteur à modifier la marche prévue ou de se substituer à lui pour la conduite de la draine.

6° — Le Chemin de Fer n'encourt aucune responsabilité pour les retards qui pourraient se produire, quelle qu'en soit la cause. En cas de panne, le Chemin de Fer n'est pas tenu d'assurer la continuation du voyage. En cas de nécessité, il pourra toujours décommander une draine déjà attribuée, sans que les intéressés puissent prétendre à indemnité.



autre que le remboursement de la taxe de transport si celle-ci a déjà été payée.

### Tarif Spécial P.V. N° 2

#### Emballages

A la fin du tarif actuel, il est ajouté ce qui suit :

*Conditions spéciales d'application pour le transport de bouteilles vides destinées à contenir des liquides de fabrication locale ou importés en containers, expédiés d'une gare quelconque du Réseau et à destination de Lomé ou Agouévé.*

a) Le transport des bouteilles vides indiquées ci-dessus sera taxé comme suit :

— par expédition de 60 kilogrammes au minimum ou payant pour ce poids — toutes distances frs 11.00

— par wagon chargé au minimum aux 2/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids : toutes distances. . . . . frs 10.00

L'expédition peut se faire en port dû.

b) Une détaxe sur le transport des bouteilles vides sera accordée après transport d'un tonnage de bouteille pleines, expédiées de Lomé ou Agouévé, suivant les modalités ci-après :

— pour un tonnage net de bouteilles vides, le même tonnage brut de bouteilles pleines sera exigé pour un même parcours, étant entendu que les bouteilles vides arrivées à Lomé ou à Agouévé, peuvent être réexpédiées pleines de l'une quelconque de ces deux gares.

— la détaxe sera accordée par le Service Régional Exploitation, sur demande de l'expéditeur ou du destinataire et sur production des récépissés se rapportant aux transports des bouteilles vides et des bouteilles pleines.

Cette détaxe ramènera la taxe de transport des bouteilles vides à :

— par expédition de 60 kilogrammes au minimum ou payant pour ce poids : toutes distances. . . . . frs 6.00

— par wagon chargé au minimum aux 2/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids : toutes distances. . . . . frs 5.50

Le Chemin de Fer ne répond pas de la casse pouvant survenir en cours de transport.

Les bouteilles vides en vrac ne seront acceptées que par wagon chargé au minimum aux 2/10èmes de sa limite de charge ou payant pour ce poids, leur manutention étant effectuée par l'expéditeur et par le destinataire.

### TARIF SPECIAL P.V. N° 18

#### Location au public des magasins des gares

Suivant ses disponibilités, le Chemin de Fer peut mettre à la disposition des particuliers les magasins couverts de Lomé, Anécho, Anié, Pagala, Blitta et Palimé pour y entreposer leurs produits.

La taxe à percevoir est décomptée par travée, et fixée comme suit :

Magasin de Lomé 4.000 francs par mois indivisible.  
Magasin d'Anécho 1.200 francs par mois indivisible.  
Magasin d'Anié 450 francs par mois indivisible.  
Magasin de Pagala 450 francs par mois indivisible.  
Magasin de Blitta 900 francs par mois indivisible.  
Magasin de Palimé 900 francs par mois indivisible.  
Magasin d'Atakpamé 1.200 francs ou 1.500 francs par mois indivisible, suivant la travée.

Pour ces locations, le Chemin de Fer n'entend accepter aucune responsabilité quant au nombre et au poids des colis entreposés.

Les dégâts matériels occasionnés soit par un mauvais arrimage, soit par le fait d'appuyer la marchandise contre les parois du magasin restent à la charge du déposant.

Le Chemin de Fer est dégagé de la responsabilité de la marchandise entreposée et particulièrement en ce qui concerne les risques d'incendie, le locataire restant également responsable des dommages causés aux tiers.

#### Conditions spéciales pour le magasin de Lomé.

La taxe mensuelle de 4.000 francs par travée et par mois applicable au magasin de Lomé est réductible dans les conditions suivantes :

— réduction de 10% lorsque le tonnage annuel de produits transportés par le locataire sur Lomé atteint 300 tonnes,

— réduction de 20% pour 600 tonnes,

— réduction de 30% pour 900 tonnes,

— réduction de 60% pour 1.200 tonnes.

Il est précisé que la mise en magasin CFT. de ces produits n'est pas exigée pour être prise en considération.

Cette réduction sera payée en une seule fois, sous forme de détaxe le 31 décembre de chaque année, sur présentation des reçus de location et des récépissés se rapportant au transport des produits.

### RECUEIL DES TARIFS DU WHARF DE LOME

#### Tarif des Opérations accessoires

##### Location au public d'appareils de manutention

Des chariots à bagages peuvent être mis à la disposition des particuliers ou maisons de commerce aux prix de :

— par unité et par demi-journée indivisible, comptée avant ou après midi (12 heures) . 75 frs.

##### Location au public d'appareils de levage

Des grues automobiles peuvent être mises à la disposition des maisons de commerce au prix de :

— par unité et par demi-heure indivisible. 400 f.

Minimum de perception — 2 heures, soit. 1.600 f.

Le montant de la taxe comprend le salaire du conducteur et la fourniture du carburant nécessaire.

La période d'utilisation est décomptée à partir du moment où l'engin demandé quitte son dépôt d'attache pour aller satisfaire la demande formulée, jusqu'au moment où il regagne ce dépôt.

**ARRETE** N° 21/PM. du 19 janvier 1957 portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n° 940-54/ITLS du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire, en vigueur à la régie des chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du chemin de fer du Togo.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 2/PM. du 27 septembre 1954, fixant les attributions des Ministères en matière du personnel;

Vu l'arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire, en vigueur à la Régie des chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du chemin de fer du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, les agents permanents régis par la convention col-

lective ferroviaire rendue applicable par l'arrêté n° 940-54/ITLS du 14 octobre 1954, seront payés au mois et sur la base invariable de 196 heures.

**ART. 2.** — L'Annexe III — Tableau I — Tableau des salaires horaires de l'arrêté n° 940 précité est annulée et remplacée par la nouvelle grille de salaire ci-jointe.

**ART. 3.** — Le salaire journalier est déterminé comme suit : salaire mensuel :  $196 \times 8$  sauf pour les samedis où il s'obtient en multipliant le salaire horaire par 5 heures de travail.

**ART. 4.** — La prime d'ancienneté prévue par la convention ferroviaire et modifiée par l'arrêté n° 703-55/ITLS à raison de 1 % par année de salaire reste incorporée dans le calcul des nouveaux salaires objet du présent arrêté.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Lomé, le 19 janvier 1957.

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,  
des Mines, des Domaines et des Transmissions,  
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Annexe III — Tableau I —*

*Tableau des salaires au mois (barème de 45 heures par semaine).  
Dans le montant des salaires, il a été décompté la majoration d'ancienneté.*

ECHELONS ECHELLE	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Ancienneté	Début	ap. 2 ans	ap. 4 a $\frac{1}{2}$	ap. 7 a	ap. 9 a $\frac{1}{2}$	ap. 12 a	ap. 15 a	ap. 18 a $\frac{1}{2}$	ap. 22 a
A	4.116	4.214	4.312	4.410	4.508	4.606	4.704	4.802	4.900
B	4.508	4.704	4.821	4.939	5.056	5.174	5.292	5.409	5.527
C	5.390	5.586	5.723	5.860	5.997	6.134	6.272	6.409	6.546

Le passage des Echelles A à B et B à C est au choix avec minimum d'ancienneté de deux ans. L'accès à l'échelle D est soumis à un examen professionnel. Les agents stagiaires recrutés à l'échelle C seront nommés à l'échelle D s'ils sont confirmés dans leur emploi à la fin du stage. Les Dockers seront nommés à l'échelle C après 5 ans d'ancienneté de service.

D 1 <sup>re</sup> catég.	5.703	5.919	6.134	6.350	6.566	6.781	6.997	7.212	7.428
E 2 <sup>e</sup> catég.	6.899	7.114	7.330	7.546	7.761	7.977	8.192	8.408	8.624

Le passage de l'échelle D à E est au choix avec minimum d'ancienneté de deux ans. L'accès à l'échelle F est soumis à un examen portant sur les connaissances générales et un essai professionnel.

F 3 <sup>e</sup> catég.	8.624	8.839	9.055	9.270	9.506	9.721	9.956	10.172	10.388
G 4 <sup>e</sup> catég.	10.388	10.662	10.936	11.211	11.485	11.760	12.034	12.308	12.583
H 5 <sup>e</sup> catég.	12.348	12.740	13.132	13.524	13.916	14.308	14.700	15.092	15.484

**ARRETE N° 22/PM du 19 janvier 1957 fixant le montant et les modalités d'attribution des indemnités susceptibles d'être allouées aux propriétaires de cocotiers abattus lors de la construction de la ligne téléphonique Lomé-Anécho-Frontière du Dahomey.**

**Le Premier Ministre,**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi du 28 juillet 1885 promulguée au Togo par arrêté n° 48 du 26 janvier 1929;

Vu le décret du 13 mars 1926 promulgué au Togo par arrêté n° 150 du 23 avril 1956;

Vu l'arrêté n° 6/PM. du 9 octobre 1956 portant nomination des membres d'une Commission chargée de déterminer le montant des indemnités à allouer aux propriétaires de cocotiers abattus lors de la construction de l'artère téléphonique Lomé-Anécho-Frontière du Dahomey;

Vu les procès-verbaux en date des 3 et 28 novembre 1956 établis par cette Commission;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Une indemnité de Cinq cents francs, imputable sur les crédits du Budget FIDES — Chapitre 1016 — article 2 — sera payée pour chaque cocotier abattu lors de la construction de la ligne téléphonique Lomé-Anécho-Frontière du Dahomey, aux propriétaires des terrains sur lesquels étaient plantés ces cocotiers.

**ART. 2.** — Cette indemnité ne sera payée qu'aux propriétaires titulaires d'un titre foncier régulier.

**ART. 3.** — Les demandes d'indemnisation sur lesquelles devront figurer le nom du propriétaire, son adresse, la situation de son terrain, les références du titre foncier et le nombre de cocotiers abattus, devront parvenir à M. le Chef du Service des Postes et Télécommunications du Togo à Lomé au plus tard le jeudi 28 février 1957. Passé cette date, il ne sera plus donné suite à aucune demande d'indemnisation.

**ART. 4.** — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo et affiché en placard dans les localités intéressées.

Lomé, le 19 janvier 1957.

Pour le Premier Ministre absent,  
Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,  
des Mines, des Domaines et des Transmissions,  
chargé de l'expédition des Affaires courantes.

F. MAMA.

**ARRETE N° 25/PM du 29 janvier 1957 fixant les conditions particulières d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.**

**Le Premier Ministre,**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 48 du 26 janvier 1929 promulguant au Togo, le décret du 11 décembre 1928, rendant applicables aux Colonies et Territoires sous mandat qui n'en bénéficient pas encore:

1°) la loi du 28 juillet 1885 relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques suivie de l'instruction spéciale fixant les détails d'application de cette loi.

2°) le texte du décret loi du 27 décembre 1851 concernant le monopole et la police des lignes télégraphiques rendu applicable aux lignes téléphoniques par arrêté du conseil d'Etat en date du 12 janvier 1894;

Vu le décret du 23 décembre 1922 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 24 juillet 1906 portant organisation du régime de la propriété foncière en A.O.F.;

Vu le décret du 13 mars 1926 promulgué au Togo par arrêté n° 150 du 23 avril 1926;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1945 réglementant au Togo le domaine public et les servitudes d'utilité publique;

Vu le décret n° 55-581 du 20 mai 1955 portant réorganisation foncière et domaniale au Togo et au Cameroun, promulgué au Togo par arrêté n° 561-55/C. du 14 juin 1955;

Considérant que pour des raisons d'ordre et de sécurité publique, il y a intérêt à maintenir en bon état d'exploitation les lignes télégraphiques et téléphoniques;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les propriétaires riverains et ceux dont les propriétés sont affectées de servitudes de passage, sont tenus de couper et d'élaguer les plantations qui seraient susceptibles de par leur développement, d'entrer en contact avec les fils télégraphiques et téléphoniques ou leurs supports, bordant ou traversant leurs propriétés.

**ART. 2.** — Les propriétaires intéressés seront éventuellement mis en demeure par le Chef du Service des Postes et Télécommunications d'avoir à remplir les obligations résultant des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, dans un délai de dix jours francs comptant à partir du jour de la mise en demeure.

**ART. 3.** — A l'issue du délai de dix jours indiqué à l'article 2 du présent arrêté, il pourra être, le cas

échéant, procédé d'office par les soins du Service des Postes et Télécommunications, aux coupes ou élagages nécessaires, aux frais des contrevenants, sans préjudice des peines prévues à l'article 2 du décret loi du 27 décembre 1851 en cas de dégradation aux installations ou de perturbation dans les transmissions.

ART. 4. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo. Il sera publié et affiché par les soins de M.M. les Administrateurs, Commandants de Cercle, Chefs de Subdivisions, Administrateurs-Maires des Communes Mixtes.

ART. 5. — M. Le Chef du Service des Postes et Télécommunications, les Autorités ci-dessus mentionnées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'en assurer l'exécution.

Lomé, le 29 janvier 1957.

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,  
des Mines, des Domaines et des Transmissions,  
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

**ARRETE** N° 29/PM. du 31 janvier 1957 fixant les conditions d'application du décret n° 55-639 du 20 mai 1955 réglementant la vente à crédit des véhicules automobiles dans les Territoires d'Outre-Mer.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2° du 18 septembre 1956 fixant la répartition des compétences;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 du Premier Ministre de la République Autonome du Togo, portant nomination des Membres du Conseil des ministres;

Vu le décret du 16 juin 1935, étendant au Territoire du Togo la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'A.O.F., par le décret du 21 juin 1934;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application au Togo du décret du 21 juin 1934 et les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 176 du 7 avril 1937 promulguant au Togo le décret du 4 mars 1937 portant application au Togo de la loi du 29 septembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles;

Vu l'arrêté n° 575-55/C. du 14 juin 1955 promulguant au Togo le décret n° 55-639 du 20 mai 1955 réglementant la vente à crédit des véhicules dans les Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de l'article premier du décret n° 55-639 du 20 mai 1955, tous les véhicules et engins assujettis à la déclaration de mise en circulation et à l'immatriculation en application de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique.

Toutefois, les véhicules automobiles et engins ci-dessus circulant au Togo en franchise temporaire des droits de douane et immatriculés à ce titre dans les séries spéciales ne peuvent faire l'objet d'une inscription de gage dans les conditions prévues dans le présent arrêté.

ART. 2. — Le registre spécial à souche dont la tenue est prescrite par l'article 2 du décret précité sera ouvert au Service où sont délivrés les récépissés de déclaration de mise en circulation des véhicules (cartes grises).

ART. 3. — Le service chargé de la délivrance des récépissés de mise en circulation des véhicules recevront les déclarations de constitution de gage dont le véhicule ou l'engin est l'objet.

Cette mention sera portée sur le registre à souche prévu à l'article 2 ci-dessus. Elle rappellera le nom de l'acheteur et du créancier, et la date de l'enregistrement du contrat de vente à crédit.

• Un reçu de cette déclaration sera délivré au créancier gagiste et ce reçu répètera littéralement la mention portée sur la souche.

Le créancier sera seul responsable de l'insuffisance ou de l'irrégularité de cette déclaration.

ART. 4. — Le service ayant reçu la déclaration de constitution de gage procédera à la radiation de la mention de gage sur la demande du créancier ou du débiteur.

Lorsqu'elle est le fait du créancier, mention de la radiation sera portée sur le reçu visé au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 3. Dans ce cas, le débiteur pourra, sur sa demande obtenir un certificat de radiation.

Lorsqu'elle est le fait du débiteur, celui-ci devra justifier de l'extinction de la dette garantie ou produire l'acte donnant mainlevée de l'inscription. Un certificat de radiation lui sera éventuellement délivré.

ART. 5. — Le gage constitué sur un véhicule automobile ou un engin visé à l'article premier ci-dessus doit être déclaré dans les trois mois de la déli-

vance du récépissé de déclaration de mise en circulation. Le droit du créancier gagiste n'est opposable au tiers qu'à dater de l'inscription de gage.

ART. 6. — La mention au registre prévue aux articles précédents concerne le gage pendant cinq ans à compter du jour de sa date d'inscription; elle peut être renouvelée une seule fois pour une durée identique avant l'expiration du délai.

ART. 7. — Les mentions inscrites antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté conserveront le gage jusqu'au 30 septembre 1958. Elles peuvent être renouvelées avant cette date pour un délai de cinq ans.

ART. 8. — Le texte des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 du décret du 20 mai 1955 sera imprimé au verso des récépissés de déclaration de mise en circulation.

ART. 9. — Est abrogé l'arrêté n° 170 du 14 juin 1955 promulguant au Togo le décret du 4 mars 1937 portant application au Togo de la loi du 29 septembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles.

ART. 10. — Le présent arrêté entrant en application du 1<sup>er</sup> avril 1957 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1957.

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,  
des Mines, des Domaines et des Transmissions  
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,  
des Mines, des Domaines et des Transmissions,*

F. MAMA.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,*

P. SCHNEIDER

#### Nomination

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 24/PM/FP du :

31 décembre 1956. — M. Tchédre Soulé Théophile, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie, échelle A en service à la Sûreté, est intégré dans le cadre des Assistants de Police, en qualité d'Assistant de Police stagiaire.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 29 décembre 1956.

#### Passage à l'échelon supérieur

N° 103/D/PM-FP du :

31 janvier 1957. — Est constaté, parmi le personnel du cadre local des Transmissions du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

#### Facteurs

M.M. Guididjago Bessan Jérôme, facteur ordinaire, 1<sup>er</sup> échelon, qui passe facteur ordinaire 2<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957 (conserve 7 mois 15 jours R.S.M.)

Kouévi Sébastien, facteur ordinaire 1<sup>er</sup> échelon, qui passe facteur ordinaire 2<sup>e</sup> échelon pour compter du 15 mai 1957.

Sékou Alphonse, facteur adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, qui passe facteur adjoint 4<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1956.

Akakpo Ziangbé Michel, facteur adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe facteur adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1956.

#### Surveillants

Tchouou Djebou Michel, surveillant ordinaire, 1<sup>er</sup> échelon, qui passe surveillant ordinaire, 2<sup>e</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

Bitantem Napo Boukari, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1956.

Dossou Kpadenou, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1956.

Tchangaï Pierre, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1956.

Djato Pouady, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, compter du 1<sup>er</sup> avril 1957

Abdoulaye Gandi, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, compter du 1<sup>er</sup> avril 1957

Zékpa Ferdinand, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, compter du 1<sup>er</sup> avril 1957

Mensah Dogbevi Mathias, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

Tchakara Seybou, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

Djato Joachim, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

Atsou Johannes, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

Dokou Comlavi Louis, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1957.

Koriko Bawa, surveillant adjoint, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe surveillant adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1957.

La présente décision aura effet pour compter des dates ci-dessus indiquées, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

**RECTIFICATIF** à la décision n° 327-D/PM-FP du 27 décembre 1956 constatant passage automatique à l'échelon supérieur de solde.

*Au lieu de :*

Est constaté, parmi le personnel du cadre local des moniteurs d'Agriculture du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

Batascome Akossou, moniteur ordinaire, 2<sup>e</sup> échelon qui passe moniteur ordinaire, 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1956.

*Lire :*

Est constaté, parmi le personnel du cadre local des moniteurs d'Agriculture du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

Batascome Akossou, moniteur principal, 2<sup>e</sup> échelon, qui passe moniteur principal, 3<sup>e</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1956.

Le reste sans changement.

#### **Sanction disciplinaire**

N° 104/D/PM-FP, du :

1<sup>er</sup> février 1957. — Un avertissement est infligé à M. Eklou Raphaël, Chef d'Equipe principal de 1<sup>re</sup> classe des Chemins de Fer, pour faute grave en service.

#### **Exclusion temporaire**

N° 8/PM-FP, du :

29 janvier 1957. — M. Danon Vincent, mécanicien de 3<sup>e</sup> classe du cadre local des Chemins de Fer et du Wharf du Togo, est exclu temporairement de ses fonctions, pour une période de quatre (4) mois, à compter du 1<sup>er</sup> février 1957, pour faute grave en service.

Pendant toute la durée de son exclusion, M. Danon Vincent n'aura droit à aucun traitement, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

#### **Détachement**

N° 7/PM-FP, du :

18 janvier 1957. — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, élus Députés à l'Assemblée Législative du Togo, sont placés dans la position de détachement, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

M.M. Brenner Frédéric, Chef de gare principal, Echelle 9, chevron 2 des Chemins de Fer et du Wharf du Togo.

Yebli Djamongué, Surveillant de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, des Travaux Publics.

Nambiema Sam, Ouvrier de 4<sup>e</sup> classe des Travaux Publics.

Ayéva Dermann, Agent Technique principal, 1<sup>er</sup> échelon, de la Santé Publique.

Aissah Clément, Infirmier adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, de la Santé Publique.

Atouga Massa, Infirmier adjoint, 3<sup>e</sup> échelon, de la Santé Publique.

Gbegbeni Nanamallé, Instituteur adjoint de 5<sup>e</sup> classe de l'Enseignement Primaire.

Blakime Valentin, Instituteur adjoint stagiaire de l'Enseignement Primaire.

Lawson Lazarus, Commis d'Administration adjoint hors classe.

Palanga Benoît, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe.

Les versements des retenues ainsi que la contribution supplémentaire pour pension, seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Retraite**

N° 11/PM-FP, du :

29 janvier 1957. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Gbedey Robert Achille, Secrétaire d'Administration principal, 2<sup>e</sup> échelon, l'arrêté n° 12/PM-FP, du 5 décembre 1956, portant admission à la retraite.

M. Gbedey Robert Achille, Secrétaire d'Administration principal, 2<sup>e</sup> échelon, du cadre supérieur des Services administratifs, finances et comptables du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service, à compter du 7 janvier 1957.

#### **Rôles**

N° 20/PM/MF/CD du :

17 janvier 1957. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget de Circonscription</i>				
468	Subd. Lomé	Taxe de circonscription . . . . .	18.850,—	18.850,—
469	C.M. Tsévié	Taxe de circonscription . . . . .	2.760,—	2.760,—
470	Ce rc. Tsévié	Taxe de circonscription . . . . .	9 200,—	
471	—	Taxe de circonscription . . . . .	3.680,—	12.880,—
472	Cerc. Anécho	Taxe de circonscription . . . . .	621.750,—	621.750,—
473	C.M. Palimé	Taxe de circonscription . . . . .	2.000,—	
474	—	Taxe de circonscription . . . . .	700,—	
475	—	Taxe de circonscription . . . . .	1.700,—	4.400,—
476	Cerc. Klouto	Taxe de circonscription . . . . .	2.000,—	
477	—	Taxe de circonscription . . . . .	16.000,—	18.000,—
478	Subd. Nuaija	Taxe de circonscription . . . . .	8.400,—	
479	—	Taxe de circonscription . . . . .	72.800,—	81.200,—
480	C.M. Atakpamé	Taxe de circonscription . . . . .	1.400,—	1.400,—
481	Subd. Atakpamé	Taxe de circonscription . . . . .	2.100,—	
482	—	Taxe de circonscription . . . . .	9.800,—	11.900,—
483	C.M. Sokodé	Taxe de circonscription . . . . .	12.000,—	12.000,—
484	Cerc. Sokodé	Taxe de circonscription . . . . .	1.000,—	1.000,—
485	Cerc. Lama-Kara	Taxe de circonscription . . . . .	20.425,—	
486	—	Taxe de circonscription . . . . .	28.025,—	48.450,—
487	Cerc. Mango	Taxe de circonscription . . . . .	33.600,—	33.600,—
488	Cer. Dapango	Taxe de circonscription . . . . .	21.275,—	21.275,—
<i>Budget Communal</i>				
469	C.M. Tsévié	Centimes additionnels . . . . .	276,—	276,—
473	C.M. Palimé	Centimes additionnels . . . . .	400,—	
474	—	Centimes additionnels . . . . .	140,—	
475	—	Centimes additionnels . . . . .	340,—	880,—
480	C.M. Atakpamé	Centimes additionnels . . . . .	280,—	280,—
483	C.M. Sokodé	Centimes additionnels . . . . .	1.200,—	1.200,—
489	C.M. Lomé	Taxe sur valeur locative . . . . .	762.698	
		Centimes additionnels . . . . .	152.513	
		Ordures ménagères . . . . .	506.802	1.422 013,—
490	—	Taxe sur valeur locative . . . . .	256.528	
		Centimes additionnels . . . . .	51.292	
		Ordures ménagères . . . . .	296.780	604.600,—
491	—	Taxe sur valeur locative . . . . .	731.951	
		Centimes additionnels . . . . .	145.229	
		Ordures ménagères . . . . .	525.894	1.403.074,—
492	—	Taxe sur valeur locative . . . . .	244.043	
		Centimes additionnels . . . . .	48.802	
		Ordures ménagères . . . . .	280.690	573.535,—
493	—	Taxe sur valeur locative . . . . .	83.190	
		Centimes additionnels . . . . .	16.422	
		Ordures ménagères . . . . .	75.456	175.068,—
494	—	Taxe sur valeur locative . . . . .	16.749	
		Centimes additionnels . . . . .	3.350	
		Ordures ménagères . . . . .	9.564	29.663,—
Total . . . . .				4.207.953,—
				5.100.054,—



La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Cinq millions cent mille cinquante quatre francs est fixée au 31 janvier 1957.

N° 28/PM/MF/CD du :

31 janvier 1957. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget Local</i>				
495	C. M. Lomé	Impôt général . . . . .	37.600,—	
496	—	Patentes . . . . .	75.200,—	112.800,—
497	C. M. Sokodé	Impôt général . . . . .	18.000,—	18.000,—
498	C. M. Palimé	Impôt général . . . . .	12.000,—	12.000,—
499	C. M. Sokodé	Impôt général . . . . .	2.000,—	2.000,—
500	C. M. Atakpamé	Impôt général . . . . .	10.000,—	10.000,—
501	Subd. Akpesso-Plat.	Impôt général . . . . .	149.000,—	149.000,—
502	Sub. Nuatja	Impôt général . . . . .	16.000,—	16.000,—
503	Cerc. Tsévié	Impôt général . . . . .	1.000,—	1.000,—
504	C. M. Atakpamé	Impôt général . . . . .	37.000,—	37.000,—
<i>Budget de Circonscription</i>				
495	C. M. Lomé	Taxe de circonscription . . . . .	1.300,—	1.300,—
<i>Budget Communal</i>				
495	C. M. Lomé	Centimes additionnels sur T.C. . . . .	260,—	
496	—	Centimes additionnels sur patentes . . . . .	18.200,—	18.460,—
Total . . . . .				377.560,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme : Trois cent soixante dix sept mille cinq cent soixante francs est fixée au 31 janvier 1957.

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**ARRETE** N° 6/PM/INT du 29 janvier 1957 abrogeant le paragraphe 1 de l'article 2 des arrêtés n° 997/ APA du 23 décembre 1948, n° 80-53/AP du 12 février 1953, n° 470-54/AP du 29 mai 1954.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 26 juillet 1944 réorganisant la justice indigène en A.O.F., promulgué au Togo par arrêté n° 515/CAB. du 17 septembre 1945;

Vu l'arrêté n° 998/APA. du 23 décembre 1948 déterminant les conditions d'admission et de rémunération des présidents de tribunaux coutumiers;

Vu les arrêtés n° 997/APA. du 23 décembre 1948, n° 80-53/AP. du 12 février 1953, n° 470-54/AP. du 19 mai 1954 insti-

tuant les tribunaux coutumiers de Palimé, Kpélé et Dayes-Ahlon-Ykpa;

Sur la proposition du Commandant de cercle de Klouto;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le paragraphe 1 de l'article 2 des arrêtés n° 997/ APA du 23 décembre 1948, n° 80-53/AP du 12 février 1953, n° 470-54/AP du 19 mai 1954 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

**ART. 2.** — Ce tribunal sera présidé par un notable assisté de huit assesseurs dont certains pourront être choisis parmi les notables désignés pour siéger au Tribunal du 1<sup>er</sup> degré.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 janvier 1957.

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, chargé de l'expédition des Affaires courantes.

F. MAMA.



**Centre de rééducation**

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur :

N° 1/D/PM/Int. du :

22 janvier 1957. — Sont placés au Centre de Rééducation de Tové (Cercle de Klouto), en exécution des jugements en date du cinq décembre 1956 du Tribunal Correctionnel de Lomé, jusqu'à leur majorité les nommés :

1°) — Medokpo Kokou Samuel, âgé de 16 ans environ, né vers 1940 à Lomé, de Medokpo Paul et de Toukuivi, apprenti-chauffeur, demeurant à Palimé (Cercle de Klouto).

2°) — Fiahounkou Kokou Joseph, âgé de 16 ans environ, né vers 1940 à Agou (Cercle de Klouto) fils de Fiahounkou Alexandre et de Souvandé, cultivateur demeurant à Assahoun-Fiagbé (Cercle dudit).

**Désignation de Chef de canton**

N° 5/PM/Int. du :

24 janvier 1957. — Est reconnue la désignation effectuée par le Conseil coutumier du canton de Koumondé (Cercle de Sokodé), conformément à la coutume, de M. Derman Raphaël Tcha-Katchala en qualité de Chef du canton de Koumondé, en remplacement de Ouro Gbeléo, décédé.

**Nomination**

N° 8/PM/Int. du :

30 janvier 1957. — Sont nommés assesseurs près les tribunaux coutumiers du cercle de Klouto, pour l'année 1957 :

**1°/ — Tribunal coutumier de Palimé :**

Julius Adabra, Chef d'Agou-Apegamé, coutume éwé  
Pascal Nounyabou, Régent de Kouma-Bala, coutume éwé

Edwin Kpelévi, Chef d'Akata-Adamé, coutume éwé  
Kokouvi Guidiguidi, propriétaire à Palimé, coutume éwé

Yao Nyawouamé, Sous-Chef à Kpadapé, coutume éwé

Justin Houenou, Notable à Palimé, coutume fon  
Ibrahim Mama, Chef collectivité Haoussa, coutume haoussa

Abousi Bako, Chef collectivité cabraise, coutume cabaise.

**2°/ — Tribunal coutumier de Dayes-Ahlon-Ykpa :**

Augustin Todoko, notable à Kakpa, coutume éwé  
Christophe Avia, notable à Dzogbegan, coutume éwé

Pius Anyomi, notable à N'Dighé, coutume éwé  
Dakpui Alson, notable à Apéyémé, coutume éwé  
Agbotsoka, notable à Elavagno, coutume éwé  
Kokou Agbavito, notable à Koudjravi, coutume éwé  
Athanase Bolé, notable à Ykpa, coutume éwé  
Kpodo Manassé, notable à Ahlon-Tinipé, coutume éwé.

**3°/ — Tribunal coutumier de Kpélé :**

Gablilo Gola, notable à Kpélé-Goudévé, coutume éwé

Michel Agboise, notable à Tsiko, coutume éwé

Pierre Assan, Chef d'Adéta-Koromé, coutume éwé

Antoine Senamé, Chef de Kpélé-Atimé, coutume éwé

Céphas Kpini, notable à Kpélé-Bémé, coutume éwé

Henri Koudji, notable à Agavé, coutume éwé

Petro Boccovi, notable à Toutou, coutume éwé

Daye Boulou, notable à Govié, coutume éwé.

**Démission - Engagement**

N° 3/D/PM/Int. du :

31 janvier 1957. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, la démission de son emploi offerte par M. Kourfangah Tichinda Nicolas, secrétaire du chef supérieur des Lambas et Tambermas de la Subdivision de Kandé (Cercle de Mango).

M. Sekedja Pius est agréé en qualité de secrétaire du chef supérieur des Lambas et Tambermas à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, en remplacement de M. Kourfangah, démissionnaire.

Le salaire mensuel de M. Sekedja est fixé à 5.040 francs.

**Hôpital psychiatrique de Zébé**

N° 2/D/PM/Int. du :

24 janvier 1957. — Est prononcée l'interruption de l'internement, dans l'hôpital psychiatrique de Zébé, du nommé Togo Galé.

**Interdiction de séjour**

N° 9/PM/Int. du :

31 janvier 1957. — Le séjour dans toute l'étendue de la République Autonome du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 25 Février 1957 au nommé Guagno Koffi Georges, détenu à la Prison civile de Lomé, né vers 1918 à Avouémé (Aflao anglais) de feu Guagno et de Alodjensi, sans profession, demeurant à Avouémé (Aflao anglais), condamné à un an d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Lomé — F.D. 11.111/22.522.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

**MINISTÈRE DES FINANCES**

**ARRETE** N° 7/MF du 23 janvier 1957, modifiant le tableau joint à l'arrêté n° 114/TP du 7 février 1956 classant les logements administratifs du Cercle d'Aného.

Le Ministre des Finances p.l.;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services de la France d'outre-mer, ensemble tous actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des T.O.M.;

Vu le décret du 26 mai 1937 fixant la réglementation du logement et de l'ameublement aux Territoires d'Outre-mer, ensemble tous actes modificatifs et notamment le décret n° 51-1191 du 11 octobre 1951 en son article 7;

Vu le décret 54-80 du 22 janvier 1954, modifiant le décret du 26 mai 1937 susvisé;

Vu l'arrêté n° 801-55/F. du 6 octobre 1955 fixant le nombre des retenues mensuelles pour la fourniture du logement et de l'ameublement;

Vu l'arrêté n° 114/TP. du 7 février 1956 classant les logements administratifs du cercle d'Anécho;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 114/TP du 7 février 1956 est annulé et remplacé par le tableau suivant :

N° du bâtiment	Emplacement	Nombre de pièces		N° du bâtiment	Emplacement	Nombre de pièces
		Immeubles	Définitifs			
1	Anécho (Zébé)	5	45		Amegnran	2
2		3	46			2
3		3	47			2
4		4	48		Anécho	1
5		3	49			1
6		3	50			1
7	Anécho (Gendarmerie)	2	51			1
8		2	52			1
9		3	53			1
10		3	54			1
11		2	55			1
12		2	56			1
13	Anécho (Commissariat Pol.)	3	57		Anécho (Camp des Gardes-Cercle)	3
14	Anécho (P.T.T.)	1	58			2
15		2	59			2
16	Anécho (Gare)	1	60			2
17	Glidji	2	61			2
18		2	62			2
19	Agouégan	2	63			2
20	Badougbé	2	64			2
21		2	65			2
22		2	66			2
23	Anfoin	2	67			2
24		2	68			2
25		2	69			2
26	Porto-Seguro	2	70			2
27		2	71			2
28		2	72			2
29	Vokoutimé	2	73			2
30		2	74		Tabligbo	4
31		2	75			1
32	Seko	1	76			2
33		1	77			3
		3	78		Tchekpo	3
34	Vogan	1	79			2
35		1	80			2
36		2	81		Ahépe	3
37	Akoumapé	2	82			2
38		2	83			2
39	Attitogon	2	84			3
40		2	85		Gbolo	3
41		1	86		Kouvé	3
42	Afangnagan	1	87			2
43						
44	Amegnran	2	88		Kouvé	2
			89		Anécho (Zébé)	3

Lomé, le 23 janvier 1957

A. MÉATCHI.

**DECISION N° 6/MF/F du 23 janvier 1957 mettant provisionnement à la charge du Budget Général du Togo les dépenses de l'entretien de l'Aérodrome de Lomé.**

Le Ministre des Finances p.i.,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les textes modificatifs subséquents;

Vu les prévisions budgétaires;

Vu la lettre n° 64/TP. en date du 15 janvier 1957 du Chef du Service des Travaux Publics;

#### DECIDE :

**ARTICLE PREMIER.** — En attendant la délégation en 1957 des crédits du Budget de l'Etat, l'entretien de l'Aérodrome de Lomé sera supporté provisoirement par le Budget Général du Togo, exercice 1957 — Chapitre 30 article I jusqu'à concurrence de la somme de 225.000 francs pour le premier trimestre.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1957.

A. MÉATCHI.

### MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

#### Engagements

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre, Ministre de l'Instruction Publique :

N° 6/MIP du :

24 janvier 1957. — M. Folitsé D. Ignace, titulaire du CEPE, est engagé pour compter du 7 janvier 1957 en qualité de moniteur journalier au salaire mensuel de 6.030 frs, en remplacement numérique de l'Instituteur du Cadre Supérieur Dravie Ferdinand; appelé à d'autres fonctions.

M. Folitsé Ignace est affecté à Kouma-Tokpli (Cercle de Palimé).

N° 11/MIP du :

31 janvier 1957. — M. Nador Augustin Tassimé est engagé pour compter du 1<sup>er</sup> février 1957 en qualité de Planton permanent au salaire mensuel de 5.040 francs (première catégorie, Echelle A), pour servir au Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique, en remplacement numérique de M. Vodongbé Foli Godfried, démissionnaire.

La dépense correspondante est imputable au Budget Local. Chapitre 5, Article 3 Paragraphe 1.

#### Reprise de service

N° 8/MIP du :

31 janvier 1957. — Est constatée pour compter du 3 janvier 1957 la reprise de service en qualité de Professeur au Collège de Sokodé de Mlle. Pabion Andrée, professeur licenciée contractuelle, de retour au Territoire par l'avion du 3 janvier 1957 après une autorisation d'absence accordée par décision n° 315-D/PM-FP du 22 décembre 1956.

#### Prolongation de Service

N° 7/MIP du :

30 janvier 1957. — Est prolongé du 1<sup>er</sup> au 20 janvier 1957 inclus, le service de M. Adikey William, moniteur suppléant de l'Enseignement Officiel recruté par décision n° 59-D/MIP du 17 décembre 1956 en remplacement de M. Schneider Ernest, hospitalisé pour intervention chirurgicale.

M. Adikey est affecté à l'Ecole de Palimé.

N° 15/MIP du :

2 février 1957. — Le service de Mme Sossou Berthe, engagée en qualité de Monitrice suppléante au salaire mensuel de 6.030 francs par décision n° 57/MIP du 17 décembre 1956 pour la période du 3 décembre 1956 au 31 janvier 1957, est prolongé du 1<sup>er</sup> février au 15 mars 1957 inclus, en remplacement de Mlle d'Almeida Léa, monitrice adjointe de 2<sup>e</sup> échelon titulaire d'un congé de maternité.

Mme Sossou Berthe reste affectée à l'Ecole de filles de Vogan (Cercle d'Anécho).

#### Démission

N° 10/MIP du :

31 janvier 1957. — Est acceptée pour compter du 31 janvier 1957 la démission de M. Vodongbé Foli Godfried, Planton journalier en service au Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique.

#### Aides scolaires

N° 3/MIP du :

24 janvier 1957. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 34/MIP du 19 décembre 1956 accordant une aide scolaire d'un montant de 66.000 francs métré à M. Olympie Yaovi, Etudiant en France, 14, rue Auber, Paris 9<sup>e</sup>.

N° 4/MIP du :

30 janvier 1957. — Une aide scolaire de 20.000 francs (Vingt mille francs) est accordée à chacun des élèves dont les noms suivent :

- |                                 |   |
|---------------------------------|---|
| 1 <sup>o</sup> — Edjossan Henri | } Tous deux au Collège Technique de Colonou (Dahomey) |
| 2 <sup>o</sup> — Neunené Seth   |   |

Le montant de ces aides scolaires sera mandaté aux intéressés par les soins du Trésor du Togo au Directeur du Collège Technique de Cotonou.

La dépense résultant du paiement de ces aides sera imputée au budget local du Togo, exercice 1957, Chapitre 41, Article 1, Paragraphe 2.

#### Réadmission

N° 16/MIP du :

4 février 1957. — Les élèves de 5<sup>e</sup> année de l'Ecole Normale d'Atakpamé dont les noms suivent, exclus temporairement de l'Etablissement pour raison disciplinaire par décision n° 24/IA du 20 décembre 1956 sont réadmis en qualité d'élèves internes boursiers et pour compter du 4 février 1957 :

Abiassi Narcisse	Acolatsé Charles
Adama Benjamin	Agnekotoh Méwoa
Aithnard Mathias	Avognon Damase
Djobo Dermann	Dossouvi Séverin
Gnofam Mama	Kakanou Prosper
Kombaté Adamou	Noukpoapé Amouzou
Quadjovie Basile	Sangronio Joséphine.

#### Exclusion définitive

N° 17/MIP du :

4 février 1957. — Sont exclus définitivement de l'Ecole Normale d'Atakpamé pour compter du 4 décembre 1956 et pour raison disciplinaire les élèves de 5<sup>e</sup> Année dont les noms suivent :

Adabra Marcellin	Gnamey Benoît
Wilson Victor	

Sont supprimées pour compter du 4 décembre 1956, les bourses accordées par arrêtés n°s 3/IA et 14/MIP du 24 septembre et 12 novembre 1956 aux élèves de 5<sup>e</sup> Année de l'Ecole Normale d'Atakpamé dont les noms suivent :

Adabra Marcellin	Gnamey Benoît
Wilson Victor	

### ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

#### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

**ARRETE N° 8/57/C du 28 janvier 1957 promulguant au Togo les décrets n°s 56-1435 et 56-1436 du 30 décembre 1956.**

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont promulgués au Togo :

1° — le décret n° 56-1435 du 30 décembre 1956 portant modification du décret n° 54-572 du 29 mai 1954 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'Outre-Mer et du Secrétariat d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés.

2° — le décret n° 56-1436 du 30 décembre 1956 portant modification du décret n° 54-572 du 29 mai 1954 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'Outre-Mer et du Secrétariat d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1957.

Pour le Haut-Commissaire de la République en congé,

*Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires,  
J. RIGAL.*

**DECRET n° 56-1435 du 30 décembre 1956 portant modification du décret n° 54-572 du 29 mai 1954.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu la loi n° 48-488 du 21 mars 1948 portant prise en charge par l'Etat de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 52-509 du 7 mai 1952 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire;

Vu le décret n° 53-1021 du 16 octobre 1953 portant modification du décret n° 52-509 du 7 mai 1952;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer, notamment l'article 67 dudit décret;

Vu le décret n° 54-572 du 29 mai 1954 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'outre-mer et du secrétariat d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les taux moyens fixés à l'article 2 du décret n° 54-572 du 29 mai 1954 de l'indemnité forfaitaire spéciale accordée aux magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'outre-mer sont doublés.

**ART. 2.** — Lorsque la liquidation de l'indemnité forfaitaire spéciale est effectuée outre-mer, les taux

résultant de l'application de l'article précédent, libellés en francs métropolitains, sont convertis en monnaie locale sur la base de la parité en vigueur pendant la période de liquidation.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1956 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 décembre 1956.

Guy MOLLET

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

Gaston DEFFERRE.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,  
chargé de la justice,*

François MITTERRAND.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*

Paul RAMADIER

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

Jean FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,  
chargé de la fonction publique,*

Pierre MÉTAYER.

DECRET n° 56-1436 du 30 décembre 1956 portant modification du décret n° 54-572 du 29 mai 1954.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu la loi n° 48-488 du 21 mars 1948 portant prise en charge par l'Etat de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 52-509 du 7 mai 1952 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire;

Vu le décret n° 53-1021 du 16 octobre 1953 portant modification du décret n° 52-509 du 7 mai 1952;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer, notamment l'article 67 dudit décret;

Vu le décret n° 54-572 du 29 mai 1954 instituant une indemnité forfaitaire spéciale en faveur des magistrats de l'ordre judiciaire relevant du ministère de la France d'outre-mer et du secrétariat d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux moyens fixés par le décret n° 54-572 du 29 mai 1954 sont doublés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

ART. 2. — L'indemnité forfaitaire spéciale est liquidée de la manière suivante :

1<sup>o</sup> Dans la métropole, suivant les taux indiqués à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus;

2<sup>o</sup> Outre-mer, ces taux, libellés en francs métropolitains, sont convertis en monnaie locale sur la base de la parité en vigueur pendant la période de liquidation et affectés de l'index de correction applicable aux traitements.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 décembre 1956.

Guy MOLLET

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

Gaston DEFFERRE.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,  
chargé de la justice,*

François MITTERRAND.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*

Paul RAMADIER

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

Jean FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,  
chargé de la fonction publique,*

Pierre MÉTAYER.

## Majoration d'ancienneté

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 29 décembre 1956.

L'arrêté du 30 décembre 1953 est modifié comme suit en ce qui concerne les rappels de services militaires attribués à MM. Maslin Philippe et Pierret Alain :

MM. Maslin Philippe, 1 an 6 mois au lieu de 1 an 5 mois 24 jours,

Pierret Alain, 1 an 6 mois au lieu de 1 an 5 mois 8 jours.

Les arrêtés du 10 janvier 1956 et du 10 juillet 1956 sont annulés en ce qui concerne MM. Maslin et Pierret.

La situation des intéressés s'établit comme suit au point de vue de la solde et de l'ancienneté :

Pierret Alain : Administrateur Adjoint 2<sup>e</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956; Administrateur Adjoint 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 13 août 1956 (R.S.M. épuisé).

#### Tableau d'avancement

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 janvier 1957.

Sont constatés au titre du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 1957 les avancements d'échelon des administrateurs en Chef, Administrateurs et administrateurs adjoints de la France d'Outre-Mer dont les noms suivent :

Noms et Prénoms	Pour compter du	R. S. M.
.....	.....	.....
3 <sup>o</sup> Au 3 <sup>e</sup> échelon du grade d'administrateurs		
.....	.....	.....
Hervé Marcel	8 janvier 1957	Néant
.....	.....	.....
Galy Paul	28 janvier 1957	Néant
.....	.....	.....

#### Franchissement d'échelon

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer, en date du 3 janvier 1957.

Ont été constatés, pour compter des dates ci-après indiquées tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, les franchissements d'échelon suivants dans le corps des ingénieurs d'agriculture de la France d'Outre-Mer.

R.M.S. conservés

Au 4<sup>e</sup> échelon de la 2<sup>e</sup> classe du grade d'ingénieur  
M. Rossignol Pierre le 16 mai 1957 Néant

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer en date du 3 janvier 1957.

Ont été constatés, pour compter des dates ci-après indiquées tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté, les franchissements d'échelon suivants dans le corps des Vétérinaires-inspecteurs du service de l'Elevage et des industries animales de la France d'Outre-Mer.

R.M.S. conservés

Au 3<sup>e</sup> échelon de la 2<sup>e</sup> classe du grade d'inspecteur

M. Laurent Marc le 15 avril 1957. Néant

#### Disponibilité

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer en date du 3 janvier 1957.

Mme. Johnson Marie Frieda, née Kuéviakoé sage-femme africaine principale de 3<sup>e</sup> classe, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité, sans solde, pour une période de un an, valable du 1<sup>er</sup> janvier 1957 au 31 décembre 1957 inclus.

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

#### ARRETES, DECRETS ET CIRCULAIRES

##### Nomination

Par arrêtés et décisions du Haut-Commissaire de la République Française au Togo;

N<sup>o</sup> 25/D/CP du :

30 janvier 1957. — Est et demeure rapportée la décision n<sup>o</sup> 9-D/CP du 16 janvier 1957, nommant M. Roger Gustave, Administrateur adjoint de la France d'Outre-Mer, Chef de la Subdivision administrative de Nualja (Cercle d'Atakpamé).

##### Affectation

N<sup>o</sup> 17/D/CP du :

21 janvier 1957. — M. Bertrand Jean, Marie Pierre Administrateur, 2<sup>e</sup> échelon de la France d'Outre-Mer, réaffecté au Togo, et arrivé à Lomé, par avion T.A.J., le 18 janvier 1957, est mis à la disposition du Premier Ministre de la République Autonome du Togo.

##### Libération conditionnelle

N<sup>o</sup> 7-57/SG du :

21 janvier 1957. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Otto Maoulé, détenu à la prison civile de Sokodé (Cercle dudit), né vers 1933 à Agbozoumé (Gold-Coast) demeurant à Aflao Anglais, fils de Otto Djobokou et de Gbloédi, condamné pour vol à sept ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par le Tribunal correctionnel de Lomé.

La résidence sur tout le territoire du Togo est interdite au détenu Otto Maoulé. Il doit se retirer, après sa libération-conditionnelle à Agbozoumé (Gold-Coast), son pays d'origine.

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

## DOMAINES

## Avis de Bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 22 mars 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tomégbé, Cercle du Centre, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance de 1 hectare 41 ares 93 cas, connu sous le nom d'Omiabra (Akposso Litimé) et borné au Nord par la Collectivité Godwin K. Akator, à l'Est par Aklassou de Dayes, au Sud par Atta Agama et à l'Ouest par Karl Aghessenou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sam K. Afutu, Cultivateur à Akposso-Tomégbé, suivant réquisition du 9 mars 1955, n° 2633.

Le mercredi 20 mars 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kougnohou, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance de 80 ares 00 ca, connu sous le nom de Lonfoloko et borné au Nord par Aklé Ménaï, à l'Est, au Sud et à l'Ouest par le requérant dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Noamessi Yawo, Propriétaire-Planteur à Kougnohou, suivant réquisition du 19 mars 1956, n° 2803.

Le jeudi 21 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Djidji Kitchibo (Limité), Cercle du Centre, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance de 2 has 61 ares 7 cas, connu sous le nom de Djodji et borné au Nord par le ruisseau Djodji, à l'Est par le ruisseau Otabé, au Sud par Madame Evédo Osseni et à l'Ouest par Herman Akpaki et Kougbani, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Christian Zokoti, Cultivateur à Kitchibo (Limité), suivant réquisition du 12 juillet 1956, n° 2859.

Le mardi 19 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Djama, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 has 4 ares 87 cas, connu sous le nom de quartier Djama et borné au Nord par Louis Agbo, au Sud par Kouassi, Kougbénou et Kossi Doni, à l'Est par le cimetière de Djama et à l'Ouest par la Collectivité du quartier Djama, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aokou Frantz, Cultivateur à Atakpamé, quartier Djama, suivant réquisition du 16 juillet 1956, n° 2864.

Le mardi 12 mars 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, Cercle de Tsévié, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 ares 69 cas, connu sous le nom de Tekagni et borné au Nord par Gbedji Amédoé, à l'Est par Ankou Kpéglo et Sowu Etienne, au Sud par Saba Yékplé et à l'Ouest par Mathieu Amegee, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Raphaël Amecy, Surveillant de Route à Tsévié, suivant réquisition du 14 août 1956, n° 2875.

Le vendredi 8 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 71 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord et à l'Est par Dadjie, au Sud par Badjéné Robert et à l'Ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Badjéné M. Robert, Géomètre-Dessinateur à Lomé, 12 Rue de la Somme, mandataire du sieur Karimou Okro, Commerçant-Revendeur à Lomé, suivant réquisition du 13 août 1956, n° 2877.

Le lundi 11 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Tokoin-Houvéme, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 50 ares 82 cas, connu sous le nom de Tokoin-Houvéme et borné au Nord par Michel Mehounou, à l'Est par la route circulaire, au Sud par Kouassi Kénou et à l'Ouest par un terrain domanial, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lawson Balagbo Tèvi Léonard, Commis d'Administration (Service des Mines) à Lomé, suivant réquisition du 2 août 1956, n° 2878.

Le samedi 9 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 20 cas, connu sous le nom de quartier n° 10, Rue de la Marne et borné au Nord par la voie ferrée Lomé-Anécho et Boulevard circulaire, au Sud par la famille Adabunu, à l'Est par la famille Th. Anthony et à l'Ouest par la Rue de la Marne dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lawson Balagbo Tèvi Léonard, Commis d'Administration (Service des Mines), à Lomé suivant réquisition du 2 août 1956, n° 2879.

Le mercredi 13 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 41 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoe et borné au Nord par la Rue Dossou Anipa, à l'Est par Héritiers Dovi, au Sud par Komassi Michel et à l'Ouest par Danikéy,



dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert M. Badjéné, Géomètre-Dessinateur à Lomé, mandataire du sieur Cosmas Fricoh, Propriétaire à Tomégbé-Litimé, suivant réquisition du 2 août 1956, n° 2880.

Le vendredi 8 mars 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 74 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par Karimou Okro, à l'Est par Adorglo Raphaël, au Sud et à l'Ouest par des Rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert M. Badjéné, Géomètre-Dessinateur à Lomé 12, Rue de la Somme, suivant réquisition du 6 août 1956, n° 2881.

Le vendredi 8 mars 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 ares 62 cas, et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par des Rues en projet et au Sud par Héritiers Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Padjoua Antoine, Géomètre-Dessinateur à Lomé, 12 Rue de la Somme, suivant réquisition du 6 août 1956, n° 2882.

Le mardi 12 mars 1957, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gati, quartier Agodo, Cercle de Tsévié, consistant en un terrain rural bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 21 ares 88 cas, connu sous le nom Gati-Agodo et borné au Nord par Akouégan Nyadjo et le marché, à l'Est par Sodjati, au Sud par la route de Gati-Fongbé et à l'Ouest par Sodjati, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bessou Kpéglo, Forgeron à Tsévié, suivant réquisition du 9 août 1956, n° 2883.

Le mercredi 13 mars 1957, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Nyékonakpoé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 ares 39 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au Nord par Héritiers Octaviano Olympio, à l'Est par la Rue Monseigneur Cessou, au Sud par une Rue en projet et à l'Ouest par Kakey Aho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ambroise Daboni, Commis des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 9 août 1956, n° 2884.

Le mercredi 27 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Nyékonakpoé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 7 ares 19 cas,

connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au Nord par Koffi Akligo, à l'Est par Héritiers K. Besu, T. 679 du Cercle de Lomé, au Sud par Rue Monseigneur Cessou et à l'Ouest par une Rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Ahiakpor, Employé de Commerce à Atakpamé, suivant réquisition du 14 août 1956, n° 2888.

Le mardi 26 mars 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance de 45 ares 19 cas, connu sous le nom de Dévégé et borné au Nord par Noumatékpör Togbuidjin, à l'Est par Mensanvi Franck Kudadji, au Sud par Midoekpor Dja-gba et Kossi Akpamagbo et à l'Ouest par Kossi Akpamagbo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur William Ayi Folivi, Facteur des C.F.T. à Lomé, suivant réquisition du 14 août 1956, n° 2889.

Le mercredi 27 mars 1957, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 47 ares 72 cas, borné au Nord par la Route lagunaire, au Sud par titre Foncier n° 1337 T.T. à l'Est par Mary Lorenzo et à l'Ouest par Lydia Langdon, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Marie Anne Homawoo, Revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 16 août 1956, n° 2890.

Le vendredi 29 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 96 ares 30 cas, connu sous le nom de Cocoteraie Octaviano Olympio et borné au Nord par la Route lagunaire, au Sud par Priscilla de Médeiros et le marécage, à l'Est par la Rue de Nyékonakpoé et à l'Ouest par Homawoo Olympio Marie Anne, dont l'immatriculation a été demandée par la demoiselle Virginia Octaviano Olympio, Couturière à Lomé, mandataire de la dame Mary Lorenzo, Propriétaire à Dakar, suivant réquisition du 16 août 1956, n° 2891.

Le mercredi 6 mars 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance de 39 ares 36 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au Nord par Sandji Attikpo, à l'Est par la Collectivité Azangbo, au Sud par Agama Kodjo et à l'Ouest par Sandji Attikpo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Souka Azangbo, Briquetier à Lomé (Nyékonakpoé), suivant réquisition du 31 août 1956, n° 2927.



Le mercredi 6 mars 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (Nyékonakpoé), Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain en forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance de 3 has 5 ares 26 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au Nord par la lagune, à l'Est par Koffi Angélo Olympio, au Sud par Sandji Attikpo, Aho Ekuevi, Edoléagbénou Cléophas, Gogno Komashie et Souka Azangbo et à l'Ouest par Agana Kodjo, Souka Azangbo et Sandji Attikpo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Souka Azangbo, Bricquetier à Lomé (Nyékonakpoé), suivant réquisitoire du 31 août 1956, n° 2928.

Le lundi 4 mars 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 ares 75 cas, connu sous le nom de Kémidé-Kondji et borné au Nord par une rue non dénommée, à l'Est par Héritiers Amégavi, au Sud par Héritiers Cosmas Ayité et J. F. Creppy et à l'Ouest par la famille Creppy, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix A. Sittie, Géomètre-Dessinateur à Anécho, mandataire du sieur William Mipoom Ajavon, fonctionnaire anglais à Koumassi (G. C.), suivant réquisition du 21 août 1956, n° 2902.

Le lundi 4 mars 1957, à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho-Zongo, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 19 ares 03 cas, connu sous le nom de Jésusvito et borné au Nord par Route vers la Résidence à Zébé, à l'Est par une rue non dénommée, au Sud par route interterritoriale et à l'Ouest par William Ohin, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix A. Sittie, Géomètre Dessinateur à Anécho, mandataire des dames :

1°) Majenté Alodé

2°) Akouavigan Alodé,

3°) Toutouroutui Alodé,

4°) Havonou Alodé, toutes revendeuses à Anécho, quartier Adjidogan, suivant réquisition du 11 septembre 1956, n° 2.932.

Le lundi 4 mars 1957, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Djeta, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cocotiers et de cultures vivrières d'une contenance de 93 ares 01 cas, connu sous le nom de Gakondji et borné au Nord par Abalo Adjala, à l'Est, au Sud et à l'Ouest par Assamavi Kélé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bernardin Hounon, Acheteur de produits à Djeta, suivant réquisition du 30 août 1956, n° 2.925.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*  
M. DARNOIS.

ETUDE DU M<sup>e</sup> BOURJAC AVOCAT-DÉFENSEUR A COTONOU-DAHOMÉY

**Vente par expropriation  
de deux Villas  
sises à Cotonou « Dahomey »**

En l'audience des criées du Tribunal civil de Cotonou, (Dahomey), au Palais de Justice, le mercredi vingt quatre avril mil neuf cent cinquante sept, à huit heures du matin.

Il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur des immeubles dont la désignation suit :

*Premier lot :*

Un terrain urbain bâti, de forme irrégulière, d'une superficie de trente trois ares, quarante sept centiares trente cinq, — (33 a, 47 ca, 35), — sis à Cotonou, ville européenne, confrontant : au Nord : la rue du Gouverneur Général Ponty, — au Sud : la rue Ernest Roume, — à l'Ouest : le titre foncier n° 1017; et à l'Est : le titre foncier n° 408,

sur lequel se trouvent édifiés un bâtiment principal à rez-de-chaussée surélévé comprenant, notamment living-room, salle à manger, trois chambres, trois cabinets de toilette, lingerie, débarras et cuisine-office, avec terrasse et véranda postérieure et latérale, et une construction secondaire édifiée à la limite Nord du terrain, à usage de cuisine-garage,

le tout constituant le titre n° 697, Vol. IV, Fo 97, du Livre Foncier du Cercle de Cotonou.

*Deuxième lot :*

Un terrain urbain, bâti, de forme irrégulière, d'une superficie de vingt sept ares, quatre vingt six centiares, — (27 a, 86 ca,) sis à Cotonou, ville européenne, confrontant : au Nord : la rue du Gouverneur Général Ponty, — au Sud : la rue Ernest Roume, — à l'Ouest : une rue, à l'Est : le titre foncier n° 697, sur lequel se trouvent édifiés :

a) — un bâtiment principal à rez-de-chaussée surélévé, comportant deux logements distincts comprenant, chacun, salle de séjour, 2 chambres avec cabinet de toilette, cuisine, office, avec terrasse et véranda en façade et postérieure,

b) — deux constructions secondaires à usage de logement du personnel domestique, cuisine, lavoir et garage,

le tout constituant le titre n° 1017, Vol. VI, Fo 22 du Livre Foncier du Cercle de Cotonou.

La vente aura lieu aux charges et conditions indiquées au cahier de charges déposé le 4 mars 1957; au Greffe du Tribunal civil de Cotonou où on peut en prendre connaissance.

Les enchères ne seront reçues que par ministère d'avocat-défenseur et sur justification d'une consignation préalable effectuée deux jours francs au moins avant la vente de 900.000 francs en ce qui concerne le 1<sup>er</sup> lot, — (T.F. n° 697), — de 1.200.000 francs en ce qui concerne le 2<sup>e</sup> lot, — (T.F. 1017).

Elles seront ouvertes sur les mises à prix suivantes :  
— 1<sup>er</sup> lot : Titre foncier n° 697 5.000.000 Frs CFA  
— 2<sup>e</sup> lot : Titre foncier n° 1017 7.000.000 Frs CFA

Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>e</sup> J. L. BOURJAC, avocat-défenseur poursuivant, avenue Mgr STEINMETZ à Cotonou, et au Greffe du Tribunal civil de Première Instance de Cotonou où le cahier des charges est déposé.

#### **Office des changes**

*AVIS N° 288 de l'Office des Changes relatif aux relations financières entre la zone franc et la République du Paraguay.*

#### **RECTIFICATIF**

Le titre 1<sup>er</sup>, paragraphe B de l'Avis n° 288 de l'Office des Changes publié au Journal Officiel de

la République Autonome du Togo n° 1 16 octobre 1956 page 18 est rectifié comme suit :

*Au lieu de :*

« Ces comptes dénommés « Comptes paraguayens »  
. . . . . »

*Lire :*

« Ces comptes dénommés « comptes étrangers paraguayens » . . . . . »

#### **AVIS DE PERTE**

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier 1.310 du Territoire du Togo appartenant à M. Dekou Abotsi Simon, du village de Kouma-Apoti.  
*Pour deuxième insertion*

2

Avis est donné, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte du Titre Foncier n° 616 du Cercle de Lomé, appartenant à M. John Datsu Waklatsi, alias Waklatsi.

*Pour deuxième insertion*